

L'école publique relève de la République, pas des territoires !

Suspension immédiate de la réforme Peillon !

Le désordre scolaire doit cesser ! Le décret doit être abrogé !

Horaires chamboulés, enfants fatigués, activités scolaires perturbées, sécurité diminuée, enseignants au bord de la rupture...

Tous les témoignages de parents, d'enseignants, de personnels confrontés à la réforme des rythmes scolaires concordent : là où la réforme des rythmes scolaires de la loi Peillon s'applique, c'est la multiplication des problèmes, la désorganisation, le désordre, parfois le chaos ! Le ministre Peillon est allé jusqu'à abaisser les normes d'encadrement des enfants au mépris de leur sécurité !

Cette réforme, préparée par Chatel, ministre de Sarkozy et reprise par le gouvernement Hollande/Ayrault qui en a confié l'exécution au ministre Peillon, organise le transfert de compétence de l'Etat aux communes en confiant au maire la responsabilité d'un « projet éducatif territorial » variable d'une commune à l'autre, dépendant de la richesse de la commune, ce qui fait éclater le cadre national de l'école.

L'objectif du gouvernement est clair : faire des dizaines de milliards d'économies en se déchargeant de son obligation scolaire, en cassant le caractère national et républicain de l'école.

C'est ainsi qu'il entend satisfaire aux exigences de rigueur et d'austérité de l'Union Européenne instrument des marchés financiers, une nouvelle fois au détriment de la population. Ce sont ces mêmes exigences qui ont conduit le conseil général, à majorité PS, à fermer le collège public Pasteur et font peser aujourd'hui les plus graves menaces sur le collège P. Valéry à Tours.

Droit égal à l'instruction, gratuité, laïcité, programmes et diplômes nationaux, tout est menacé ! Aux enfants, aux familles, aux enseignants de subir, et en prime aux parents, aux communes de payer !

Le gouvernement veut, à la rentrée 2014, imposer de force, contre la volonté de la grande majorité des parents et des enseignants, et malgré l'hostilité de très nombreux élus, cette « réforme » Peillon votée par les députés PS, Front de gauche et Verts à l'Assemblée nationale.

La protestation des parents, des enseignants, des élus qui refusent cette réforme destructrice de l'Education nationale est totalement légitime. 400 maires de l'Oise réunis en congrès ont demandé une remise à plat de la réforme et son report.

Et maintenant, les fédérations syndicales enseignantes et des personnels territoriaux (FO, CGT, SUD) appellent nationalement à la grève le 14 novembre.

Suspension immédiate de la réforme Peillon !

Le désordre scolaire doit cesser ! Le décret doit être abrogé !

Le POI37 organise un Meeting public le 7 novembre, à 20h, à la Mairie de Joué les Tours sur le thème : Assez de reculs sociaux ! Bloquer la politique anti-ouvrière du gouvernement Hollande/Ayrault soumis à l'Union Européenne !

Y témoigneront des parents, des enseignant(e)s, des élu(e)s engagés dans le combat pour l'abrogation de la réforme Peillon destructrice de l'éducation nationale.

